ALGÉRIE-MAROC

Rapprochement ou simple pacte de conjoncture ?

Les relations algéro-marocaines connaissent, depuis quelques semaines, sinon une franche normalisation, du moins une certaine détente. Au niveau diplomatique et politique, le ton est assez conciliant en tout cas, des deux côtés des frontières.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Une décrispation qu'illustre, côté algérien, la dernière déclaration de Abdelaziz Bouteflika, le 17 avril dernier à Tlemcen où il était en visite officielle. Sans «raison apparente», Bouteflika lancera un inattendu «il n'y a aucun problème entre l'Algérie et le Maroc. Le problème du Sahara est un problème onusien. Le Maroc est un pays voisin et frère. Il faut coopérer et nous devons coopérer».

Cette déclaration, Bouteflika l'a faite alors qu'il inaugurait un site culturel. Et pour qui connaît l'homme, il ne dit jamais rien pour rien, contrairement aux apparences. Une sortie certainement calculée mais dont il reste difficile, pour le moment, de saisir l'objectif. Entre Alger et Rabat, les visites au niveau ministériel sont de plus en plus fréquentes.

La coopération est même effective dans deux domaines, au moins : l'agriculture mais surtout l'énergie. Mais est-ce, pour autant, un pas de franchi vers une normalisation réelle et irréversible entre les deux pays ? Nul ne peut l'affirmer de manière tranchée même si quelques signes plaident en faveur d'une évolution dans les rapports bilatéraux. Mourad Medelci aura même comme brisé un tabou en affirmant sa conviction «que les frontières entre l'Algérie et le Maroc ne peuvent rester éternellement fermées».

Ce problème des frontières, éternel point de discorde entre l'Algérie et le royaume chérifien, imbriqué en plus dans le problème sahraoui, est un dossier si lourd qu'il est difficile de dépasser par de simples déclarations diplomatiques. Aussi «mielleuses» soient-elles.

Le Maroc n'a jamais cessé de réclamer la réouverture des frontières, unilatéralement fermées par l'Algérie en 1994, à la suite des accusations de Rabat imputant aux services algériens la responsabilité dans l'attentat terroriste qui avait ébranlé Marrakech la même année. Hassan II imposera même le visa pour les Algériens et se saisira de l'opportunité de cet attentat qui s'avéra être l'œuvre des islamistes, pour accentuer les pressions internationales sur une Algérie qui subissait, à cette époque-là, l'enfer terroriste, aggravé par une crise économique et un isolement international sans précédent.

Pis encore : Khaled Nezzar, alors ministre de la Défense nationale et membre du Haut-Comité d'Etat, en visite au Maroc, sur invitation du roi, après que les services algériens eurent localisé avec précision le chef du GIA, Abdelhak Layada, et des éléments à lui, sur le sol marocain, sera surpris par cette phrase du souverain : «La sécurité est un tout» !

Photo : Samir Sid.

Hassan II ne s'embarrassant pas de formules pour exercer un chantage clair sur son invité, au sujet du Sahara occidental. Résultat : Layada ne sera pas livré de suite aux Algériens, ce qui se traduira, sur le terrain, par des milliers d'autres victimes fauchées par la machine terroriste que l'extradition du chef du GIA aurait pu empêcher. Mais cet égoïsme, le royaume le payera cher au plan économique.

La fermeture des frontières se traduira, chez nos voisins de l'Ouest, par des pertes sèches, directes et indirectes. Pour un pays qui vit essentiellement de son agriculture et surtout grâce au secteur du tourisme et des services, se priver de ces centaines de milliers d'Algériens qui s'y rendaient quotidiennement depuis l'ouverture des frontières en 1988 s'était vite fait ressentir. La région Est du Maroc, la moins nantie et développée que l'ouest, et ses grands pôles urbains perdaient, depuis, une opportunité inespérée et qui se fait ressentir à nos jours. A tel point que bien de projets d'investissement seront «gelés» en attendant cette réouverture. Ceci étant, autre objet de litige concernant les frontières entre les deux pays, celui du bornage. En raison du problème sahraoui, mais pas que cela.

Les Marocains n'ont jamais abandonné, en effet, leur prétention territoriale sur une bonne partie de l'Ouest algérien. D'où la guerre dite des «sables» dès l'indépendance de l'Algérie. Et cette situation exceptionnelle fait que, de nos jours, les frontières sont certes respectées de part et d'autre sans pour autant procéder au bornage officiel avec dépôt à l'ONU. C'est dire que les objets fondamentaux des litiges permanents entre les deux pays sont toujours là, entiers. Qu'est-ce qui pourrait expliquer alors ces déclarations «d'intention» de rapprochement entre Alger et Rabat ? Sans doute, la nouvelle situation au Maghreb, qui a subi de brutales évolutions en Tunisie d'abord et en Libye ensuite, expliquent grandement ces repositionnements. L'Algérie a certes intérêt à stabiliser son front Ouest pour se parer à toute éventuelle «mauvaise surprise» du côté Est. Les deux pays subissant par ailleurs les mêmes vagues de contestation au niveau interne, tant au plan politique que social, peuvent être amenés à une sorte d'alliance de conjoncture. Car le Maroc de 2011 n'a pas vraiment intérêt à avoir affaire à une Algérie secouée par une révolte à la tunisienne, à la libyenne, voire même à l'égyptienne sans risquer d'en pâtir à son tour.

K. A.

ABDELAZIZ RAHABI AU *SOIR D'ALGÉRIE* :

«Les Algériens pour des mesures de confiance globales et durables»

Certaines informations poussent à penser à un processus de normalisation des relations entre l'Algérie et le Maroc vu les visites des officiels des ces deux pays maghrébins. Et déjà l'on fait cas de la réouverture imminente des frontières longtemps réclamée par nos voisins de l'Ouest. Ils auraient beaucoup à gagner et pas seulement le million de touristes algériens indécis face à la destination traditionnelle — la Tunisie — et autres bonnes affaires à engranger.

Nous avons pris attache avec M. Abdelaziz Rahabi, ancien ministre de la Communication et surtout diplomate reconnu pour son sens aiguisé et mesuré de la perception des enjeux de grands dossiers politiques, a fortiori ceux qui engagent notre pays, qui nous livre son analyse de l'actualité algéro-marocaine.

Réalisé par Brahim Taouchichet

***Le Soir d'Algérie :* Des informations font état de la relance d'un processus de normalisation des relations entre l'Algérie et le Maroc. Une bonne nouvelle ?**

Abdelaziz Rahabi : Il est difficile de parler de processus dans ces relations car elles sont au niveau où elles étaient au moment de la décision unilatérale des Marocains d'imposer le visa d'entrée au Maroc en 1994. Sa suppression dix ans plus tard est pour le Maroc un argument suffisant pour considérer que c'est le début de la normalisation. J'ai le sentiment que les Algériens sont plutôt en faveur d'une approche globale qui vise à mettre en place des mesures de confiance en mesure de donner aux relations un caractère de solidité et de durabilité. Cette approche a au moins le privilège de mettre les relations à l'abri de la répétition des attitudes de la forme de celles qui ont suivi l'attentat de Marrakech en 1994 et qui ont en fait porter, à tort, la responsabilité à l'Algérie. Cette accusation avait accentué notre isolement diplomatique.

L'Algérie, qui pendant des années s'était refusée à une telle perspective, donne les preuves de sa disponibilité si l'on en juge par les visites d'officiels algériens dont la dernière en date est celle du ministre de l'Agriculture, bien que les sujets de discorde sont encore là. Cela laisse songeur…

Je ne connais pas l'agenda diplomatique entre l'Algérie et le Maroc mais nous sommes peut-être en train d'innover avec nos voisins en refondant nos relations avec l'agriculture et l'énergie, donc sur le simple fait que les deux pays sont respectivement performants dans ces domaines. C'est une complémentarité qui n'est pas nouvelle mais la conjoncture lui a donné une autre dimension.

Photo : DR

Le coup d'envoi de cette normalisation a-t-il été donné par le Président Bouteflika à Tlemcen ? Qu'est-ce qui explique cette soudaine volonté de rapprochement et de faire table rase du passé ?

Je pense que c'est une déclaration de circonstance et d'apaisement sans plus, en rapport avec un banal incident diplomatique dans la programmation des festivités de Tlemcen. Elle contraste d'ailleurs avec le ton adopté par le roi Mohammed VI dans son dernier discours solennel dont la virulence n'a curieusement d'ailleurs pas suscité de réactions officielles chez nous.

Le Maroc fait du lobbying aux Etats-Unis, en France et dans certains pays arabes du Golfe qui pressent l'Algérie d'aller dans le sens des thèses marocaines. Un succès pour le Maroc et donc un échec pour la diplomatie algérienne obligée de céder aux pressions ?

Il est fait ces derniers temps beaucoup de mauvais procès à la diplomatie algérienne. En réalité, nous n'avons pas les mêmes atouts ni les mêmes contraintes géopolitiques. Le Maroc est un allié traditionnel et fidèle des États-Unis et de la France. En conséquence, ils le placent au centre de leur stratégie au Maghreb et font de sa stabilité un paramètre de leurs relations avec l'Algérie.

●●●